



Finistère

LE 11 OCTOBRE 2011 : S'ATTAQUER A LA CRISE PAR LES REVENDICATIONS

Les organisations syndicales du Finistère ont décidé d'unir leurs efforts pour permettre à tous les salariés, les retraités, les demandeurs d'emploi de se mobiliser :

- contre les mesures du gouvernement,
- Et exiger des réponses à leurs revendications pour sortir d'une crise dont ils ne portent aucune responsabilité.

Il faut en finir avec la dictature des marchés financiers et les choix politiques d'austérité qui en découlent donnant encore et toujours plus de gages aux marchés financiers et aux agences de notations.

En Europe, plongée dans la pire des situations avec 23 millions de chômeurs, particulièrement les jeunes, l'unique réponse des dirigeants politiques est l'austérité : pression sur les salaires, réduction des services publics, de la protection sociale, des pensions, durcissement des conditions de travail et de vie.

En Grèce, en Espagne, au Portugal... des mobilisations d'ampleur se développent déjà contre ces politiques d'austérité qui veulent faire payer la crise aux travailleurs."

Les organisations syndicales appellent les salariés à se réunir sur les lieux de travail pour définir les revendications et les modes d'action pour la satisfaction de celles-ci.

Les salariés peuvent et doivent peser d'avantage sur les choix qui les concernent dès l'entreprise. Pour les organisations syndicales du Finistère, les solutions pour sortir de cette crise sont d'abord liées à la reconnaissance du travail.

Face aux plans d'austérité, la règle d'or pour les salariés, c'est la mobilisation :

Les organisations syndicales CFDT, CGT, FSU, UNSA et Solidaires du Finistère appellent les salariés, les retraités et les demandeurs d'emploi à manifester mardi 11 octobre à 10h30 à Brest, Quimper, Morlaix et Quimperlé

Dans les entreprises, de plus en plus de salariés se mobilisent pour exiger leur dû. C'est le cas au crédit Mutuel de Bretagne, Chez Even ou encore chez Bigard. Massivement le personnel réagit contre les injustices de la crise dans laquelle on voudrait les enfermer. C'est aussi le cas des salariés de la SOBRENA, de JABIL, qui luttent pour le maintien de leur emploi et la poursuite de leur activité industrielle.

C'est également vrai pour les Retraités, qui le 6 octobre, seront dans l'action, à Paris mais aussi dans les rues du Finistère pour exiger une hausse de leur pension et une prise en charge de la perte d'autonomie.

Les questions d'emploi, de salaire, de conditions de travail, de protection sociale et de services publics font partie des clés pour donner une issue favorable à tous les salariés incertains sur leur avenir et particulièrement les jeunes.

En prenant la responsabilité de permettre aux salariés de se mobiliser, y compris par la grève, les organisations syndicales du Finistère entendent faire du 11 octobre temps fort d'une mobilisation qui doit trouver son ancrage dans l'expression des revendications dans les entreprises et les services publics.

TOUS ENSEMBLE, LE 11 OCTOBRE

LE 11 octobre pour exiger des employeurs, du gouvernement des réponses à la hauteur des attentes du monde du travail

10 h 30 à BREST, MORLAIX, QUIMPER, QUIMPERLE

Communiqué CGT, CFDT, UNSA, FSU, Solidaires

Le gouvernement a annoncé le 24 août des mesures censées réduire « le déficit de la France ». Les organisations syndicales CGT, CFDT, UNSA, FSU, Solidaires en dénoncent le caractère injuste et inéquitable. La facture est principalement supportée par les salariés et les consommateurs. Le gouvernement ne remet pas en cause les niches fiscales dont on sait qu'elles n'ont aucune efficacité économique et sociale. La contribution des plus hauts revenus reste symbolique et n'est pas de nature à réduire les inégalités.

Pour relancer la croissance, en respectant les impératifs de développement durable, réduire les inégalités et maîtriser les déficits, une politique visant une autre répartition des richesses et favorisant le développement économique et social est incontournable.

Cela suppose des réformes structurelles importantes comme une réforme globale de la fiscalité intégrant une plus grande progressivité, une politique industrielle coordonnée au niveau européen, des services publics de qualité.

Cela appelle aussi des mesures urgentes :

- Abandonner la taxation des complémentaires santé ; supprimer les exonérations et la défiscalisation des heures supplémentaires ; conditionner toute aide publique à son efficacité sociale et économique, aux politiques sociales dans les entreprises.
- Mettre en œuvre la taxe sur les transactions financières.
- Faire de l'emploi, en particulier celui des jeunes, une priorité. Stopper les suppressions d'emplois dans la Fonction publique.
- Soutenir le pouvoir d'achat notamment des plus bas revenus et réouvrir les négociations salariales dans les entreprises et la Fonction publique pour réduire les inégalités notamment entre les femmes et les hommes.

Les organisations syndicales estiment indispensable l'intervention des salariés pour peser sur le gouvernement, le patronat, les débats parlementaires en cours et à venir.

Elles décident d'une journée nationale d'action interprofessionnelle le **mardi 11 octobre 2011**. Partout, le débat sur le contexte, les enjeux et les modalités (manifestations, rassemblements, arrêts de travail, etc.) est nécessaire pour construire cette journée. Les organisations se retrouveront le 15 septembre 2011.

Montreuil, le 1er septembre 2011

TOUS ENSEMBLE, LE 11 OCTOBRE

LE 11 octobre pour exiger des employeurs, du gouvernement des réponses à la hauteur des attentes du monde du travail

10 h 30

- BREST : Place de la Liberté
- MORLAIX : Place de la Mairie
- QUIMPER : Place de la Résistance
- QUIMPERLE : Coat Kaer